

# Privatisation de Comores Telecom: Des enjeux et des inquiétudes

*Le désengagement de l'Etat dans la gestion de cette société est l'un des "critères de performances" de Washington pour atteindre le point d'achèvement de l'Ippte. Le "dégraissage" prévu pourrait concerner mille agents selon un rapport prélimi-*

*naire de la Société financière internationale, une institution du Groupe de la Banque mondiale. Mais les promoteurs du projet de privatisation mettent en avant le souci de fournir des services de qualité et à moindre coût à la population.*



ouverture du capital de l'opérateur public de télécommunications devrait être effective dès le premier trimestre 2013, selon une répartition déjà arrêtée: 51% du capital pour le futur repreneur, 32% pour l'Etat et 17% pour le secteur privé local.

Mais cette privatisation, qui figure parmi les clauses de l'accord triennal de Facilité élargie de crédit (Fec) signé en juin 2009 entre le conseil d'administration du Fmi et les autorités comoriennes, suscite quelques interrogations tant sur le fond que sur la forme. Les derniers rapports élaborés

sur le sujet font état de la création de deux futures entités pour succéder à Comores Telecom: une société de gestion des réseaux issus du "backbone" et une société administrant les réseaux fixes et mobiles.

## **Le Fmi veille...**

Il serait aussi question de la libéralisation du marché des télécommunications dans un horizon de deux ans, avec l'octroi d'une deuxième licence de téléphonie mobile (la licence accordée à Twama Telecom du groupe Cgh de Bashar Kiwan a été retirée en mars dernier, après près de cinq ans de non-exploitation, Ndlr).

La question qui pend aux lèvres de l'opinion est celle de savoir pourquoi cette privatisation de Comores Telecom reste aux seules mains d'une poignée de techniciens, en violation flagrante de la loi du 2 janvier 2006 qui stipule que "toute privatisation

*doit faire l'objet d'une loi spécifique devant l'assemblée de l'Union"*!

L'état d'avancement du processus de privatisation de l'opérateur public des télécommunications figure aujourd'hui en très bonne place dans le questionnaire soumis par le Fonds monétaire international (Fmi) au gouvernement comorien en vue de la prochaine mission à Moroni des services de l'institution.

## **Dégraissage à l'horizon**

L'ouverture du capital de Comores Telecom fait, en effet, partie des objectifs consignés dans l'accord du Fec. Le désengagement de l'Etat dans la gestion de cette société est l'un des "critères de performances" du gendarme financier international pour que notre pays puisse accéder au point d'achèvement de l'Initiative pays pauvres très endettés (Ippte) et bénéficier ainsi d'un apurement de sa

de dette extérieure, évaluée à 94 milliards de francs. Tel est l'enjeu de cette privatisation à marche forcée de l'un des fleurons de l'économie nationale. L'ouverture prochaine du capital à un repreneur privé (51% du capital) dès le premier trimestre 2013 (après l'appel à manifestation et l'appel d'offre international) ne fera pas que des heureux. Comme pour toute privatisation, un plan social est dans les cartons; des employés seront contraints au départ. Et cette perspective de licenciement ne rassure pas le personnel de l'entreprise publique.

Ce "dégraissage du mammoth" pour reprendre l'expression de l'ancien ministre français Claude Allègre pourrait concerner mille agents selon un rapport préliminaire de la Société financière internationale (Sfi), une institution du Groupe de la Banque mondiale. Ce document intitulé "Projet de plan social préliminaire sur l'adéquation entre les besoins réels en ressources humaines, les effectifs actuels de Comores Telecom et une estimation plus précise des besoins de redéploiement du personnel de la compagnie" aurait constaté un surplus de 570 employés.

### "Un sureffectif évident"

Selon le secrétaire permanent de la Cellule chargée du suivi des réformes économiques et financières (Cref), "le personnel affecté pour les télécoms ne constitue pas l'essentiel du personnel. Au lieu de sous-traiter certains services, la société a créé ses propres



Direction de la société en mai 2012

structures telles que garage, sécurité, entre autres". Oubeidi Mze Chei, accusé d'être "le principal fossoyeur" de Comores Telecom, révèle, en réponse à une tribune publiée sur le web, qu'au "mois de mai 2012, il y avait environ 1.200 employés".

### Promotion de l'emploi?

Pour lui, à la fois membre de la Commission de privatisation et conseiller du chef de l'Etat, "si on compare le critère de comparaison de la rentabilité d'un employé par nombre d'abonnés, sur treize pays africains étudiés, on obtient une moyenne d'environ un employé pour 4.000 abonnés. Pour Comores Telecom, on trouve un employé pour 280 abonnés. Ce qui traduit un sureffectif évident".

Oubeidi Mze Chei reconnaît, par ailleurs, que "Comores Telecom est le deuxième employeur après l'Etat. Il faudra nécessairement une concertation avant toute décision".

La Confédération des travailleurs comoriens (Ctc) et l'Association des

consommateurs des technologies de l'information et de la communication (Actic) n'entendent pas les choses de cette oreille et dénoncent une politique "insidieuse" de suppression d'emplois.

"Nous assistons ces derniers temps à une campagne de licenciements dans différentes sociétés et institutions publiques, qui est contraire à la politique de plein emploi dont le gouvernement dit faire la promotion", avait récemment critiqué le secrétaire général de la Ctc.

Salim Soulaimana a compté près de mille agents déjà renvoyés à El-Maarouf et cent-vingt à la Pnac. "On parle de soixante-douze enseignants à Mwali et d'un plan du ministère de la Santé de huit cents suppressions d'emploi", soutient-il.

### Qualité, disponibilité et tarifs des services

Le coût du plan social à Comores Telecom est estimé, au bas mot, à un peu plus de 1,092 milliard de francs comoriens. Cette estimation préliminaire comprendrait les indemnités de départ en retraite pour les employés ayant droit à une pension de retraite d'ici à l'année 2017 (46 employés), les indemnités de départ des employés permanents en surplus qui ont moins d'une année d'ancienneté (82 employés) et les employés permanents en surplus qui ont plus d'une année d'ancienneté (437 employés).

Un prochain rapport devra préciser le montant réel de ce plan social, en soumettant les scénarios de reconversion

| Statut des employés  | Groupes d'employés |                   |                   |                     | Total        |
|----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|---------------------|--------------|
|                      | Cadres dirigeants  | Cadres supérieurs | Cadres de Gestion | Agents d'exécutions |              |
| Employés permanents  | 33                 | 124               | 254               | 612                 | 1.023        |
| Employés temporaires | 0                  | 8                 | 30                | 98                  | 136          |
| <b>Total</b>         | <b>33</b>          | <b>132</b>        | <b>284</b>        | <b>710</b>          | <b>1.159</b> |

Effectif global au 31 mai 2012 (source Rapport précité)

Tournez la page

du personnel, une estimation des besoins en formation des cadres et employés retenus et des plans de reclassification des employés.

Les promoteurs du projet de privatisation de l'opérateur public mettent en avant le souci de fournir aux populations des services de qualité et à moindre coût. Il est vrai que les tarifs appliqués par Comores Telecom sont qualifiés par les associations de consommateurs de "prohibitifs" et de "dissuasifs".

L'Union internationale des télécommunications (UIT) classait récemment les Comores au septième rang des pays les plus chers au monde en matière de communication dans l'un des rapports phare de cette institution onusienne. Ce classement, établi sur la base du panier des prix et des services des communications (téléphonie fixe, mobile et accès au haut débit), reléguait l'archipel à la 158<sup>e</sup> place sur 165 pays étudiés.

Selon l'UIT, le taux raisonnable de l'indicateur du panier des prix doit être de 3 à 7% du Revenu national brut par habitant (RNB). Pour les Comores, ce taux oscillerait entre 46 et 50%. En d'autres termes, pour pouvoir communiquer raisonnablement par téléphone ou internet, le Comorien qui touche un salaire d'environ 25.000 francs mensuel, serait contraint de consacrer un peu plus de 11.000 francs.

### Offre et demande

Malgré la baisse de tarifs annoncée à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications, la tendance est loin d'être inversée s'il on compare les tarifs et services compétitifs pro-



Manifestation du personnel

posés par les opérateurs d'autres pays de la région. Pourtant, Comores Telecom gère une dizaine de réseaux (terrestre commuté, cellulaire, internet...) avec une vingtaine de services dont elle a le monopole.

Rien que pour les prix de la connexion du haut débit internet (Adsl), les comparaisons sont tout simplement ahurissantes. 2 mégabits par seconde (Mbps) sont à 75.000 francs de redevance mensuel à Moroni alors qu'à Mamudzu, 20 Mbps, avec des appels illimités sur les fixes, ne coûtent même pas plus de 22.000 francs par mois. L'offre de débit internet chez Comores Telecom s'arrête à 4 Mbps maximum.

### Critique présidentielle

Pour ce qui est de la disponibilité et de la qualité des services, celles-ci laissent toujours à désirer. C'est le cas du téléphone mobile, malgré une augmentation exponentielle des abonnés, qui passent de 177.000 en 2011 à 249.123 en mai 2012.

Malgré la combinaison de plusieurs technologies et l'existence de cabines téléphoniques dans chaque village, la couverture reste tout de même faible en termes de densité.

C'est le président Ikililou Dhoinine, alors fraîchement élu, qui a eu la formule la plus cinglante pour parler de la qualité de services offerts par l'opérateur public des télécommunications. "Dés fois, quand vous vous prêtez au jeu d'appeler un téléphone mobile à votre main droite à partir d'un autre situé à votre main gauche, qu'est ce qu'on attend: 'Votre correspondant n'est pas joignable!'. [...] Alors que j'étais vice-président, je me souviens d'avoir passé deux mois à réclamer la réparation de ma ligne téléphonique à mon domicile. Qu'en est-il donc du simple citoyen, si c'est le vice-président qu'on a pu faire piocher pendant deux mois?", s'était-il demandé lors du grand oral des directeurs généraux des entreprises publiques à Beitsalam.

### Management et gestion

Selon une étude de la Banque mondiale, citée dans un mémorandum de l'Actic, l'impact des Ntic dans l'économie d'un pays dépend du taux de pénétration au sein de la population. Et ce taux est fixé à 10% au minimum. Les Comores, avec un taux de pénétration de moins de 2%, sont loin du compte. Les Tics sont, pourtant, un secteur porteur de croissance et générateur d'emplois et de richesses.

Ces manquements observés au niveau de la disponibilité et de la qualité des services sont en grande partie imputables au type de management et de gestion adopté au sein de cette entreprise publique. Une médiocrité liée au monopole dont bénéficie l'opérateur historique.

Malgré les "casseroles" que traîne la société (problèmes de détournement

## En chiffres.....

**Abonnés:** 34.981 au réseau fixe et Cdma (actifs et inactifs confondus), 249.123 au mobile et 4.770 à la clé Mpessi et 447 clients en Adsl.

**Chiffre d'affaire:** plus de 25 milliards de francs en 2011. Un budget annuel de plus de 26 milliards de francs a été arrêté pour l'année 2012 par le conseil de direction, pour un total de charges de 18,518 milliards, soit une baisse de 11,46% par rapport au budget initial de 2011.

**Masse salariale:** 219 millions de francs pour plus de mille agents permanents (chiffres de la direction général, mai 2012).

ements et malversations présumées du plus petit au plus haut niveau de l'échelle), Comores Telecom respecte toujours ses engagements vis-à-vis de l'Etat et reste toujours bénéficiaire.

## Pourquoi commencer par Comores Telecom?

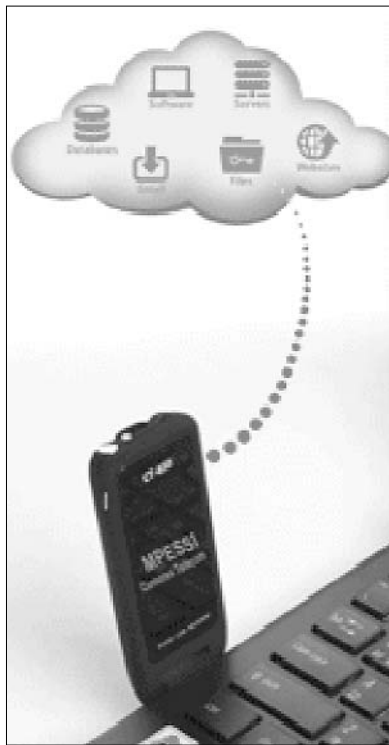
A en croire les données fournies par des sources syndicales, au 31 décembre 2010, Comores Telecom aurait payé environ 12,595 milliards de francs sous forme d'impôts et taxes divers (Ibd, Igr, Tc, taxes douanières, taxes auprès du régulateur) et d'arriérés téléphoniques de l'Etat, sur un chiffre d'affaires annuel de 21,89 milliards de francs.

Certes, le désengagement de l'Etat dans la gestion des trois principales entreprises publiques (Comores Telecom, Sch et Ma-mwe) fait partie des objectifs du programme de Facilité élargie de crédit du Fmi, mais pourquoi commencer par privatiser celle dont tout le monde convient qu'elle est la plus saine?

Quand on sait l'opposition farouche dont a fait montre le Fmi au projet de réhabilitation et de mise aux normes du système électrique national et qui devait aboutir à la reprise de Ma Mwe par le groupe saoudien Al sharif, il y a de quoi rester perplexe quant aux objectifs réels des institutions financières internationales. Ce secteur, très mal en point depuis des décennies, n'attire aucun partenaire.

## Réalisations colossales

Quand on sait enfin l'interférence que jouent les institutions de Bretton Woods dans le prêt Exim Bank Chine qui devait financer l'interconnexion intra-île en fibre optique (les taux appliqués à ce prêt d'un montant de 11 milliards de francs seraient aux yeux du Fmi non concessionnels), il est difficile de ne pas remettre en cause la bonne foi de ce "partenaire un peu particulier". Et c'est d'autant plus qu'un investissement d'environ 24 milliards de francs est déjà consenti par les Comores pour se relier au



câble sous-marin Eassy et interconnecter les îles.

Pourquoi vendre au moment où les principaux investissements lourds ont déjà été réalisés?

En effet, après le plus gros investissement dans le domaine des infrastructures, plus particulièrement la fibre optique, Comores Telecom s'est engagée à investir près de 3,9 milliards de francs dans l'acquisition de la technologie de troisième génération du réseau Gsm (3G) avant la fin de l'année.

Avant cela, il y a eu entre autres le réseau mobile Gsm et le réseau sans fil Cdma. L'opérateur a également entamé des négociations avec Telma (Madagascar) pour la mise en place d'un réseau en fibre optique sous-marin connu sous le nom de "Fly" reliant Moroni, Mamudzu et Majunga. Le coût total de ce projet serait évalué à 18 millions d'euros.

## "Son pesant de cacahuètes"

"Le nouvel opérateur n'aura rien à investir, il n'aura qu'à tirer profit des investissements déjà réalisés", rappelle l'Association des consommateurs des Tic, très critique sur cette privatisation de Comores Telecom. Pourquoi justement vendre alors que le gouvernement dispose déjà d'un budget d'investissement important pour les cinq prochaines années.

Il s'agit des deux milliards d'euros de la Fondation Fatma dédiés aux infrastructures routières, hospitalières, aéroportuaires et portuaires, si l'on en croit les différentes déclarations des autorités gouvernement.

Si l'objectif du programme du Fonds monétaire est d'assainir les finances publiques dans l'objectif "d'améliorer la vie des populations", pourquoi ne pas améliorer ce qui marche (Comores Telecom) au lieu de le vendre "pour des cacahuètes".

**Kamardine Soulé**

